

A Guilberville (50) |

# Vivagri pose sa première pierre



Les équipes de Vivagri et de Krone pour une ola inaugurale pleine de promesses. DR

Vivagri, concessionnaire Case IH dans le Calvados, la Manche et l'Orne (Groupe Blanchard) a posé le 15 janvier dernier la première pierre de sa future 7<sup>e</sup> base de Guilberville (50).

■ Une nouvelle page s'ouvre pour Vivagri. A Guilberville (50), aux confins de la Manche et du Calvados avec l'Orne en ligne de mire grâce à la proximité de l'A84, les terrassements vont bon train pour couler les fondations d'une nouvelle aventure. Top départ en juillet au moment des premiers coups de batteur des moissonneuses-batteuses avec une pleine puissance quelques semaines plus tard au moment des premiers ensilages. C'est d'ici que Vivagri (propriété du

Groupe Blanchard) assurera un nouveau savoir-faire : le suivi technique et la maintenance des ensileuses Krone BiG X, faucheuses BiG M et presse à balles cubiques BiG Pack. Sur le même site mais en location, l'équipe d'E.M.S Agri Normandie, une nouvelle structure créée par Krone France, assurera la commercialisation de la gamme BiG. A sa tête, Joël Foucher qui se réjouit de cette nouvelle synergie à l'instar de Jean-Baptiste Caussade, directeur de Vivagri. ■ TH. GUILLEMOT



Jean-Baptiste Caussade (directeur de Vivagri) : « notre équipe technique est prête ». DR



Joël Foucher, directeur d'E.M.S Agri Normandie (à droite) : « cette nouvelle entité commercialisera la gamme BiG Krone (ensileuses BiG X, faucheuses BiG M, presses à balles cubiques BiG Pack) sur l'ensemble du territoire de l'ex Basse-Normandie et le nord-est de l'Ille et Vilaine ». DR

## Bilan phytosanitaire | Ne pas laisser les agriculteurs sans solutions

L'Union des industries de la protection des plantes (UIPP) a présenté le 20 janvier le bilan de son activité pour l'année 2019. Pour son président, Bruno Baranne, il n'est pas question de laisser les agriculteurs sans réponse à leurs attentes.

■ Depuis une vingtaine d'années, les volumes de produits de protection des plantes n'ont cessé de décroître. Selon les chiffres de l'UIPP qui regroupe les industriels de la protection des plantes en France

(BASF, Bayer, Syngenta, Corteva...), ils ont même chuté de 56 % passant d'environ 120 000 tonnes en 2000 à 52 347 tonnes en 2019. Les causes sont connues : d'une part, les attentes de la société qui se traduisent dans les normes juridiques européennes et françaises, ces dernières étant plus contraignantes ; d'autre part, « la précision et l'optimisation croissantes des produits sont une explication », explique Eugénia Pommaret, directrice générale de l'UIPP. En contrepartie, le secteur phytosanitaire constate une montée en puissance du biocontrôle. Ce dernier qui ne représentait que 6,9 % de part de marché en 2010, atteint aujourd'hui 21,6 %. Il représente également 36 % des substances

actives vendues en 2019 : 20 659 tonnes sur un total de 57 399 t. Cette tendance à la réduction des produits phytopharmaceutiques semble d'autant plus s'ancre que les objectifs de l'Union européenne sont de baisser de 50 % l'usage des produits phytopharmaceutiques d'ici à dix ans. Mais il ne faut cependant pas laisser les agriculteurs sans solution, ont indiqué les dirigeants de l'UIPP. « Si on ne se soucie pas de solution phytosanitaire pour le plan protéines, on risque de tomber dans des impasses économiques », a martelé Eugénia Pommaret. Avec la crainte que le plan protéines ne puisse pas s'appliquer de manière optimale. C'est en ce sens que, notamment les arboriculteurs et les cé-

réaliers réclament la réautorisation du Phosmet. C'est aussi tout l'enjeu du dossier des néonicotinoïdes.

« Développer le combinatoire » Bien entendu, l'UIPP souhaite contribuer à la transition écologique, mais « dans un cadre concurrentiel au plan européen », a souligné son président, Bruno Baranne, c'est-à-dire sous la condition que les règles soient les mêmes pour tout le monde. C'est ce qui explique aussi que les entreprises de Croplife Europe (anciennement European Crop Protection Association -ECPA) aient décidé d'investir 14 milliards d'euros (Md€) : 10 Md€ dans le digital et 4 Md€ dans le biocontrôle. L'association a, pour ce faire, dévoilé sa

feuille de route à l'horizon 2030. Celle-ci s'articule autour de trois thèmes : la souveraineté alimentaire, la recherche et l'engagement RSE. A ce titre, l'UIPP entend soutenir le concept One Health (Une santé), « développer le combinatoire » qui reste, pour Bruno Baranne, « la meilleure solution pour répondre à l'équation de la performance, la durabilité et à l'attente sociétale ». L'innovation va en conséquence constituer un axe de développement majeur, synonyme de maintien des capacités industrielles en France et en Europe. En effet, l'UIPP représente 19 entreprises, réparties sur 93 sites dont 42 spécialisés en recherche et développement. Ces unités emploient près de 6 000 personnes. ■